

DES JOURNALISTES AMÉRICAINS ET AUSTRALIENS RÉVÈLENT UN IMMENSE SCANDALE INTERNATIONAL DE CORRUPTION

La Sonatrach éclaboussée

C'est une gigantesque affaire de corruption aux ramifications transnationales que sont en train de démêler le FBI, des enquêteurs britanniques et la police fédérale australienne, entre autres. C'est ce qu'ont révélé, il y a deux jours, deux journaux, la version américaine du journal online Huffington Post et le quotidien australien The Age.

Les deux publications, après une enquête conjointe entamée l'année dernière, citent un tas de personnes influentes dans des contrées d'Asie, d'Afrique et du Moyen-Orient auxquelles les plus grands groupes pétroliers du monde se sont adressés, moyennant de consistantes «rétributions» pour décrocher des marchés.

L'enquête des journalistes américains et australiens a fini par établir que l'intermédiaire entre les différentes parties se trouve être UNAOIL, une société appartenant à un riche homme d'affaires d'origine, et domiciliée à Monaco qui, en guise d'activité, offre toutes les solutions aux tracasseries en tous genres que pourraient rencontrer en Afrique, Asie centrale et au Moyen-Orient les sociétés du secteur de l'énergie. Les diri-

geants de cette entreprise monégasque ont été entendus et leurs domiciles perquisitionnés mardi et mercredi derniers.

Il faut souligner que cette enquête révélée par les deux publications est partie d'une demande émanant du Royaume-Uni, de la part du SFO, l'organisme judiciaire chargé d'élucider les grandes affaires de fraude. Une demande d'entraide judiciaire internationale a été introduite à cet effet. Et le SFO ne s'est pas gêné pour parcourir le monde à la recherche des corrupteurs et corrompus dans un secteur pétrolier — et ce n'est un secret pour personne — gangrené par la grande corruption, ce que confirme l'enquête des journalistes du *Huff Post US* et du *Age* australien qui ont pu mettre la main, apparem-

ment, sur des milliers d'e-mails mettant en cause des géants de taille, des vieilles connaissances des Algériens, Haliburton, les Coréens de Samsung et de nombreuses autres multinationales.

Selon le journal australien *The Age*, l'Algérie se retrouve mêlée à cette grande affaire par l'entremise de hauts dirigeants de Sonatrach, sans avancer de noms, en affirmant que, de 2007 à 2010, UNAOIL a secrètement travaillé avec des dirigeants de haut niveau de l'entreprise nationale pour permettre à un cartel de compagnies sud-coréennes de décrocher des contrats d'une valeur de 1.8 milliard de dollars.

Selon la version maghrébine du *Huffington Post*, en revanche, il a été dit dans l'édition de vendredi 1^{er} avril que des hauts dirigeants de la Sonatrach, toujours sans avancer un quelconque nom, ont perçu des commissions pour faciliter l'obtention du contrat de 600 millions de dollars destiné à la rénovation de la raffinerie d'Arzew, accordé à Hyundai en 2008, ainsi que celui



Photo : Samir Sid

Sonatrach, encore une fois, au cœur d'un scandale.

de la modernisation de la raffinerie de Skikda, accordé à Samsung en 2009 pour une valeur de 1,2 milliard de dollars.

En tous les cas, les deux premières parties de l'enquête publiées mercredi et jeudi derniers par les deux journaux ont rudement secoué le quotidien du monde des affaires dans les pays concernés.

Il reste à savoir quel sera leur impact chez nous où la Sonatrach n'a vraiment pas besoin de cela, alors qu'elle se remet doucement des dures épreuves qui lui ont été imposées par les précédentes affaires avant que les djihadistes ne viennent y mettre du leur au sud du pays.

A. M.

CHAKIB KHELIL, LE RETOUR DU SAUVEUR

«Tournons la page, ne parlons plus du passé»

«**D**es accusations fabriquées à mon encontre. Je ne pourrais suivre personne et si je le devais, contre qui le ferais-je ? Je suis là, revenu pour apporter mon expérience et sortir le pays de la situation dans laquelle il se trouve. Ma disponibilité est totale dans tous les domaines économiques dans lesquelles je pourrais faire profiter de ma longue expérience». C'est là le message direct qu'a donné hier Chakib Khelil au travers de l'interview que lui a préparé la chaîne TV Ennahar. Et qu'en est-il des affaires ? Nous ne savons rien. Faisons table rase nous dit-il, tournons la page sur tout ce qui s'est passé. Je m'intéresse à l'avenir que je m'appête à construire et rendre radieux. C'était quelque peu surréaliste et pour emprunter à un collègue son indignation d'il y a quelques semaines : ils ont osé. Sûrement pas seuls. Mais alors avec quelles complicités et dans quels desseins ?

C'est à une véritable pièce de théâtre que nous avons assisté hier. Une comédie qui se donnait dans une zaouia à Djelfa où l'ancien ministre arrivait dans un cortège de voitures rutilantes et était accueilli par un impressionnant comité d'accueil. Embrassades et prières de circonstance pour celui qui est venu sauver l'Algérie et à qui on allait, comme on l'avait fait pour Bouteflika lors de chaque candidature, donné la bénédiction et offrir burnous, gandouras et autres kachabias avec lesquels on le couvrit. Et l'interview annoncée depuis le matin en boucle par Ennahar ? Elle viendra comme convenu à 21h, mais il fallait d'abord convaincre les téléspectateurs que le sauveur est adoubé par ce que compte le pays de nouveaux oulams, qui se piquent de politique et dont au passage, nous avons reconnu en le maître de cérémonie, un éminent membre du FLN qui squatte régulièrement les plateaux TV.

L'ancien ministre est confortablement installé et l'interview commence par un journaliste qui reprend à son compte dans toutes les questions réponses le discours qu'a développé Saâdani, le SG du FLN



Photo : NewPress

Chakib Khelil.

pour préparer ce retour. Premier message de l'interviewé et de l'interviewer (confusion des rôles assez cocasse, il faut bien le dire !) en direction des citoyens et particulièrement de tous ceux qui attendent que la justice s'exprime : il n'y a rien à attendre, les juges ne diront rien. Très surprenant d'ailleurs que le journaliste commence ainsi : «Qui est responsable de l'exil des compétences de milliers d'Algériens ? Vous avez été blanchi de toutes les accusations qui vous avaient été collées ces dernières années».

La sentence, pour l'interviewer est dite : «il est blanchi» quant à savoir par qui et comment, nul ne le sait, l'essentiel étant de le dire et de le répéter, en communication la redondance dans le message est très souvent opérante. Khelil osera même dire à propos du mandat d'arrêt international, qu'il n'y en a jamais eu et qu'il n'a jamais reçu d'écrit le lui signifiant. Réponse de Khelil pour confirmer que pour lui tout va bien : «Je suis heureux, très heureux d'être en Algérie, mon pays et j'ai eu un accueil

chaleureux.» Si vous vouliez une preuve, nous suggère-t-on, il y a eu en préambule l'accueil triomphal des savants des zaouias et les propos de Saâdani que le journaliste ne manque pas de rappeler.

Deuxième message tout aussi clair mais se voulant suggestif dans la forme : c'est le DRS qui a monté et fabriqué les dossiers. A ce niveau, il y a eu inversion des rôles entre Khelil et le journaliste d'Ennahar. C'est à ce dernier qu'est revenu la tâche de relancer de nombreuses fois Khelil pour qu'il s'exprime sur la responsabilité du DRS dans la «fabrication du dossier».

Par petites touches indirectes, Khelil y répond mais sans jamais citer le général Mediene. Les services étaient partout au ministère comme à la Sonatrach. Ils avaient accès à tous les dossiers et prenaient part à toutes nos rencontres. Pourquoi alors ne m'ont-ils pas évoqué ces dossiers et pourquoi n'ont-ils pas saisi la justice, s'interroge Khelil ? Comment ose-t-on avancer de tels arguments, sachant que le ministre est le premier incriminé dans ce dossier ?

Troisième message et non des moindres : à travers moi, c'est le président que l'on a attaqué pour lui barrer la route pour sa dernière candidature présidentielle. Ce n'est pas, encore une fois Khelil qui le dit ainsi mais la question du journaliste, ainsi, formulée : «Certains disent que les attaques contre Khelil à cette époque visaient d'attaquer, à travers lui, Bouteflika pour lui barrer la route à un nouveau mandat présidentiel...» Réponse tout en prudence de Khelil : «Je ne sais pas. Je n'ai pas d'éléments suffisants pour parvenir à cette conclusion.»

Le quatrième message, corollaire des trois premiers «Je n'engagerai aucune action en justice». Nous découvrons ce message dans la réponse de Khelil à cette question : «Est-ce qu'avec votre retour en Algérie, vous allez vous retourner contre ceux qui ont sali votre réputation et qui vous ont poussé à quitter le pays ? Allez-vous les poursuivre ?» Et la réponse de

Khelil est de celles qui prennent les Algériens pour des imbéciles : «Si vous examinez la chose et si je devais les poursuivre judiciairement, qui vais-je accuser et avec quelles preuves ?

Qui va gagner ? Quid, si je le faisais, de la réputation du pays et c'est cela qui m'importe, c'est la chose la plus importante. Quant à moi, je regarde plus vers l'avenir que vers le passé. Nous allons tourner la page (relevons «le nous allons») et ouvrir une nouvelle en prenant en compte les intérêts du pays et voir comment pourrais-je continuer à améliorer les aspects économiques et sociaux». C'est dit et redit et autrement soufflé : que l'on ne s'avise plus, dans la presse ou dans d'autres cercles de parler de cette affaire.

Enfin, le dernier message. L'heure est aujourd'hui à la désignation au poste qui me permettra de sortir l'Algérie des problèmes qu'elle vit aujourd'hui : «Je suis, conclut-il, très heureux d'être dans mon pays et suis disposé à mettre mon expérience au service de l'Algérie».

L'opinion publique algérienne, avec le retour de celui qui a mis Sonatrach et le secteur en coupe réglée et qui a failli vendre le sous-sol à ses associés américains, a bien compris que quelque chose a bougé. D'aucuns se demandent si une aide précieuse n'a pas été fournie pour faire d'une pierre deux coups. Soustraire Khelil à la suite du jugement des affaires pendantes encore en justice dans certains pays tels que l'Italie, la Suisse et peut-être même de nouvelles affaires en Grande-Bretagne et lui offrir, le remettre sur le devant de la décision pour reprendre les affaires juteuses là où les a interrompue l'annulation forcée de la fameuse loi sur les hydrocarbures.

D'autres observateurs vont plus loin encore en affirmant que ce retour, toujours mis au point avec les complicités américaines dont Khelil est le défenseur, est venu pour préparer la succession à Bouteflika par son meilleur ami et ami des grandes compagnies aux États-Unis et ailleurs.

Khedidja Baba-Ahmed